

Rentrée scolaire 2022-2023 : Le SNEC et l'ADEMA prônent le dialogue

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 04 OCTOBRE 2022

1193

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Situation sécuritaire

Les terroristes en débandade !



Rentrée scolaire 2022-2023 : Sans fausse note !



**8e promotion de TechnoLAB-Ista Kayes :
La relève assurée**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

03 Oct.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

297

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

05

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

525 117 Vaccinations incomplètes

1 871 787 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 683

Guéris

31 666

Décès

742

dont 173 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.21



P.26



/ Une /



Situation sécuritaire : Les terroristes en débandade !

P.5

/ Brèves /



Tanzanie : Nouveau remaniement du gouvernement, la présidente met en garde ses rivaux

P.11

Maroc : 20 interpellations après des incidents lors d'un festival musical Libye/Turquie : Les deux pays signent un accord de prospection d'hydrocarbures

P.11

P.12

Burkina : Le capitaine Ibrahim Traoré obtient le soutien de toute la chaîne de commandement de l'armée

P.12

La session budgétaire du CNT s'ouvre aujourd'hui : Sur fond de tendance haussière du déficit budgétaire

P.13

Insécurité dans la région de Nara : Le convoi du gouverneur attaqué

P.13

CNPM : Mossadeck Bally élu, fin des guerres intestines ?

P.14

/ Actualité /



Rentrée scolaire 2022-2023 : Sans fausse note !

P.16

8e promotion de TechnoLAB-Ista Kayes : La relève assurée

P.17

Mali : 24 heures sur le chemin d'Ogossagou

P.18

Préparatifs de la COP-27 : Lancement de la caravane « tambour battant vers la COP-27 »

P.21

/ Politique /



Rentrée scolaire 2022-2023 : Le SNEC et l'ADEMA prônent le dialogue

P.24

Retard dans la mise en place de l'AIGE : Des doutes sur le respect du chronogramme électoral

P.26

Mossadeck Bally, Président CNPM : "Unissons-nous, car la division ne mène nulle part"

P.27

/ Culture & société /



Culture et tradition : Ségou symboles et mythes

P.28

/ International /



Somalie : Au moins neuf morts dans deux attaques suicides des jihadistes shebab

P.30

Burkina : Délégation ouest-africaine attendue après un changement de pouvoir

P.31

/ Sport /



CAN-2025 : La confédération africaine de foot retire l'organisation à la Guinée

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Situation sécuritaire

Les terroristes en débandade !

Durant le mois de septembre, les forces armées maliennes ont neutralisé plus de 73 terroristes, interpellé 152 présumés terroristes, récupéré ou brûlé 60 motos, mis la main sur 25 armes et 32 engins explosifs improvisés. L'information a été donnée par le premier responsable de la direction de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA), le Colonel Souleymane Dembélé, le lundi 3 octobre 2022, au cours sa traditionnelle conférence de presse. Le but de cette conférence est de faire le point de la situation sécuritaire en donnant l'information, juste et vraie, aux populations à travers les relais crédibles, que sont les médias.

Selon le directeur de la direction de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA), le Colonel Souleymane Dembélé, la communication est nécessaire de nos jours compte tenu de la situation que le Mali traverse. La DIRPA, par cet exercice, se donne le devoir d'éclairer les lanternes de l'opinion nationale et internationale.

Les forces armées maliennes maintiennent toujours la dynamique offensive de recherche, de neutralisation des terroristes et de destruction de leurs sanctuaires ; dynamique enclen-

chée depuis le mois de décembre 2021 dans le cadre de l'opération KalétiGui et Maliko. Par ailleurs, les FAMA continuent-elles de consolider les acquis opérationnels face à des terroristes en perte d'initiatives sur le terrain, réduits à s'en prendre lâchement aux populations civiles.

Ce n'est plus un secret, les FAMA sont arrivées à réduire considérablement les capacités de nuisance des groupes terroristes, en menant des raids et des frappes aériennes sur les points de regroupements, les plots logistiques

et les circuits de ravitaillement. Le directeur de la DIRPA a souligné que comparativement aux autres mois, il est à noter que le mois de septembre a été moins « secoué » par les poses d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) et les attaques terroristes contre les emprises FAMA. Aussi, les embuscades et les pressions sur les populations civiles se font de plus en plus rares. « **La campagne agricole, en général dans les zones d'opération et en particulier dans la zone office du Niger, est très prometteuse. Les paysans ont pu librement vaquer à leurs occupations champêtres** », a-t-il dit.

Et de poursuivre que les FAMA feront tout protéger la récolte des paysans. Cela fait partie des priorités de l'armée malienne depuis la montée en puissance des FAMA qui n'est plus un vain mot. « **Cependant, cela ne doit pas nous amener à dormir sur nos lauriers et oublier que la lutte contre le terrorisme est une lutte de longue haleine qui demande beaucoup d'engagements et de perspicacité mais aussi de la participation de tous. Nous pouvons aisément affirmer que, ce qui été fait de décembre 2021 à nos jours, ne l'a pas été durant les 8 ou 9 ans qui ont précédé. C'est le lieu de remercier toutes nos forces pour leur engagement et leur témérité à bouter hors de nos frontières le terrorisme sous toutes ses formes** », a affirmé, le Colonel



Souleymane Dembélé.

Le directeur de la DIRPA a, également, fait savoir que face à la situation sécuritaire de notre du 1er au 15 septembre 2022, un groupe d'assaut avec des éléments des Forces Spéciales FAMA ont mené une opération d'opportunité dans le village de Nia - Ouro et environs, dans la commune de Sofara, cercle de Djenné, Région de Mopti. En effet, la localité de Nia - Ouro était devenue un sanctuaire terroriste et un lieu de ravitaillement pour les combattants de la Katiba Macina et ceux venant d'un pays voisin. Cette opération a permis d'interpeller 50 suspects et de détruire plusieurs motos. La mise à disposition de la prévôté de 14 combattants recherchés et identifiés comme de redoutables terroristes, auteurs de plusieurs attaques y compris celle du péage de Sienso, le 11 juin 2022, la destruction de la digue agricole de Sofara dans la nuit du 14 au 15 juillet 2022, de même que des abus sur les populations avec la perturbation de la campagne agricole dans certaines localités.

Dans la même foulée, les FAMA ont mené une reconnaissance offensive dans le village de Gouni - Habé, situé à 31 km au Nord - Est de Sofara, suite aux renseignements faisant état d'une présence de combattants terroristes et ayant été victimes la veille d'un incident EEI ayant fait 04 morts et 02 blessés. « **7 terroristes armés d'AK - 47 conduisant une centaine de bœufs volés ont été neutralisés après de violents combats. Les FAMA ont ensuite réagi à une embuscade tendue par les terroristes dans le même**

secteur aux abords du village de Gouni Habé avec la neutralisation de 20 terroristes, la récupération de plusieurs armes, munitions et des composantes EEI de même que la destruction d'un drone terroriste », a-t-il martelé.

Cette victoire contre les ennemis de la paix, dit-il, est due à la franche collaboration de la population en dépit de la pression des hordes terroristes.

Décidément, rien ne pourra casser la dynamique des FAMA qui - malgré la densité de notre territoire - poursuivent normalement leur mission régalienne. En ce sens, les 19 et 20 septembre 2022, dans le cadre de l'exécution du Frago SIRADJÉ, plus de 300 véhicules ont été escortés entre Gao et Labbezanga. Le 19

septembre 2022 également, les renseignements ont abouti à l'interpellation d'un suspect terroriste de nationalité étrangère en possession d'une brique de chanvre indienne, de matériels de fabrication d'EEI y compris des rouleaux de fil détonnant et 120 détonateurs dans le secteur de Gossi.

Avant de conclure, le directeur de la direction de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA), le Colonel Souleymane Dembélé, a laissé entendre que la situation sécuritaire du mois de Septembre 2022 a été marquée par une accalmie sur tous les théâtres d'opération caractérisée par une diminution drastique des attaques directes ou indirectes des FAMA en statique ou en mouvement. Elle se résume par des actes de banditisme, d'enlèvements et d'assassinats. Il est important de rappeler à l'opinion publique que la seule priorité des FAMA reste la protection et la sécurisation des populations et leurs biens.

Le directeur de la direction de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA), le Colonel Souleymane Dembélé, a levé le voile sur l'information selon laquelle il y aurait eu un éventuel affrontement entre les FAMA et Wagner, distillée par les médias français. Cette information relève de l'intox, de la désinformation et vise certainement à tenir l'image des forces armées maliennes. « **Nous ne connaissons pas Wagner. Nous travaillons avec des instructeurs russes** », a-t-il éclairci.

■ Ibrahim Sanogo



■ Seydou Traoré



EN RÉPONSE À MON ARTICLE, LISEZ M. MONOKO

Excellence Monsieur le Ministre, il faut commencer par nous aimer, nous-mêmes d'abord, avant de penser à un collectif. La démocratie est la base de tout. Sans quoi, des aventures conduiront au péril. Merci à vous Monsieur le Ministre, Seydou TRAORÉ. pour ce beau texte.

VOILÀ CE QUE JE RAPPELLE À M. MONOKO

DE GAULLE ET LE COUP D'ÉTAT DE 1958, JUSTE POUR LES DONNEURS DE LEÇON !

La crise de mai 1958 marque le retour au pouvoir en France du général de Gaulle, dans un contexte insurrectionnel lié à l'instabilité gouvernementale et à la guerre d'Algérie.

Elle commence par le coup d'État du 13 mai 1958 (dit « putsch d'Alger ») et se termine le 3 juin 1958 par le vote d'investiture du général de Gaulle, nommé le 1er juin président du Conseil par le président de la République René Coty, avec mission de rédiger dans les 6 mois une nouvelle constitution.

La crise de mai 1958 prépare la naissance de la Cinquième République. Wikipedia.

IL FAUT ESPÉRER QUE LES COUPS D'ÉTAT DANS LA ZONE CEDEAO, PRÉPARENT LA FIN DE LA FRANCE AFRIQUE ET METTENT FIN AUX CONTRATS COLONIAUX DE LA MONNAIE ET DE LA DÉFENSE, CONTRACTÉS AVEC LA FRANCE.

■ Ammy Baba Cisse



Bonne journée et bonne chance

Urgent , urgent , très bonne nouvelle M'balmaou 🤔🤔

La Russie 🇷🇺 offre gratuitement sa nationalité aux étrangers en ce moment. Curieusement, aucun pseudo panafricain ne songe à la prendre. Au contraire, pour la plupart, ils sont accrochés à leur nationalité ou carte de séjour française. Quel paradoxe !

11:56

■ Tiken Jah Fakoly



Religion. Je souhaite que les musulmans d'AFRIQUE NOIRE cherchent à savoir les significations des sourates qu'ils récitent sur la natte de prière. Car nous constatons que beaucoup prient sans savoir ce qu'ils disent.

Alors, comment peuvent-ils être en contact avec Dieu si l'on ne sait ce qu'on lui dit ?



■ Braïka Aminata Boré



La femme est l'élément clé de la société !

Dans l'anthropologie de la communication nous classons les éléments de communication entre les Hommes en vue de consolider les liens de l'humanité sur plusieurs éléments physique et métaphysique.

Et la femme est l'élément d'échange la plus extraordinaire dans ce processus de communication anthropologique.

Elle a cette capacité inouïe d'évoluer sur un premier temps dans un environnement, de s'y adapter pour ensuite émigrer dans le cadre du mariage vers un autre environnement dans lequel elle fera des efforts les plus inconcevables pour s'adapter.

Et la plus extraordinaire ordinaire des choses est que cet environnement n'a pas de facteur enrichissant sans elle.

C'est l'univers lui-même qui fait d'elle un puzzle central pour le magnifique tableau de ce environnement.

Hommage aux femmes.

@DameBraïka



■ Nia Dialla Keita

Mali : bonne rentrée scolaire à tous les acteurs de l'école



■ SenCaféActu

Top Actu Sports du 1er Octobre 2022

- COSAFA Beach Soccer 2022 : Au bout d'une finale mémorable, le Sénégal renverse l'Égypte et s'offre le trophée !
- CHAN 2022 : Le Sénégal dans le Groupe B avec la RD Congo, l'Ouganda et la Côte d'Ivoire !
- Basket – Coupe du Monde Féminine 2022 : 4e titre consécutif pour les USA



■ Kassoum Thera



Le capitaine Traore veut réquisitionner les anciens pickup de l'administration au profit des FDS

■ Mohamed Salia Touré



« Il y a au fond de vous de multiples petites étincelles de potentialités ; elles ne demandent qu'un souffle pour s'enflammer en de magnifiques réussites. »

Wilferd Arlan Peterson.

Belle semaine à tous.



■ Moussa Mara Yelema



J'ai pris part à la cérémonie commémorant la 92ème année de la fondation du royaume d'Arabie SAOUDITE.

L'évènement tenu à l'hôtel Radisson Collection de Bamako et auquel ont participé de nombreux responsables politiques et de la société civile, a été l'occasion d'évoquer la longue et fructueuse coopération entre le Mali et ce pays frère.



■ Horon-Tv



Quelques images de la cérémonie de prière et de bénédiction pour le Mali organisée par Docteur Cheikh Imam Mahmoud DICKO, ce dimanche 02 octobre 2022 au terrain à Bacodjicoroni ACI non loin du 15ème arrondissement de police. C'était en présence du ministre des affaires religieuses et du culte.

Nous y reviendrons...
#HoronTV #Mali



■ Casimir Sangala



Zambie : suppression de visa pour les ressortissants des pays développés.

Au Mali il est fréquent de voir des employés et des subalternes tenir des commérages déroutants sur leur patron ! Scandaleux !

Fièvre souverainiste en Afrique de l'ouest avec pour point de départ le Mali # la France première cible #

La lutte pour la décolonisation n'est pas celle d'une seule génération. Le préjudice subi nous interpelle à nous battre à vie !

Apej Mopti

Merci Boubacar Somboro et bon vent !

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la composante renforcement du dispositif de financement des projets des jeunes, la coordination régionale de l'APEJ se réjouit d'avoir facilité l'accès au crédit à un nombre important de jeunes candidats à l'entrepreneuriat grâce à une bonne collaboration avec le Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ) à Mopti.

A ce jour, il faut noter que des centaines de jeunes ont bénéficié l'appui financier pour la mise en œuvre de leurs projets dans différents domaines.

Parmi les promoteurs de projets, nous avons reçu la Visite de M. Boubacar SOMBORO dans les locaux de l'APEJ qui évolue dans le domaine de l'hydraulique, les forages et les Bâtiments de Travaux publics. Il est venu remercier l'APEJ pour tous les efforts déployés à travers les appuis conseils / accompagnements qui ont permis le financement de son projet. En retour, le coordonnateur a saisi cette visite pour prodiguer quelques conseils..

Jeunes, investissons pour votre emploi !



Entreprise EBE FORAGE
Hydraulique & BTP

66 14 57 03 / 90 06 22 21

Email: bsomboro@gmail.com

Sevaré Banguètaba, Secteur III

■ Kemi Seba Officiel



L'arrogance caucasienne, c'est croire que toute contestation africaine ne peut être que le fruit de « directives » russes ou occidentales. 400 ans d'esclavage et des siècles de colonialisme (néo y compris) entraînent qu'une grande partie n'en peut plus de l'oppression.

■ Macky Sall



#LePrésidentVousRépond L'école est l'âme de la République. C'est pourquoi j'ai placé l'égalité des chances et l'équité sociale au cœur de ma gou-

vernance. Le 06 octobre aura lieu la rentrée scolaire. Je rends hommage aux enseignants. Vos questions sur digital@presidence.sn



■ Dr. Boubacar Diawara



Les mensonges, desinformations et manipulations savamment orchestrés par Kemi Seba, Fenelon Massala, Francklyn Nyamsi ou Egountchi Behanzin sont avant tout destinés aux influençables. Leur machination tweeteriel s'estompe dès que le niveau d'exigence s'élève. Ils sont pathétiques.

■ ibrahim sysawane



L'ancien député et membre du CNT MAMADOU HAWA GASSAMA « Je propose aux militaires de rester au pouvoir au minimum 20 ans pour redresser le #Mali »

■ Amb. Abdoulaye Diop



Bonne fête d'indépendance à la République Sœur de Guinée pour ses 64 ans. Un Peuple qui a su dire NON pour vivre dans l'honneur et la dignité.



■ Gouvernement du Mali



Conseil National de Transition : Le Premier ministre par intérim assiste à l'ouverture de la session d'octobre

Le Président du Conseil National de Transition l'honorable Malick Diaw a lancé, ce lundi 3 octobre 2022 les travaux de la session ordinaire d'octobre 2022 de l'organe législatif de la Transition.

C'était en présence du Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga, d'une délégation du Conseil National de la Transition de Guinée conduite par son Président l'honorable Dansa Kourouma, des Présidents des Institutions de la République, des membres du Gouvernement et des Chefs de missions diplomatiques et consulaires accrédités au Mali.

Dans son allocution, l'honorable Malick Diaw a salué le leadership et la clairvoyance du Président de la Transition, Chef de l'Etat, S.E. le Colonel Assimi Goïta, « Amadou Toumani Touré était le soldat de la démocratie, Assimi Goïta se trouve être celui de la Renaissance du Mali » a-t'il ajouté. Le Président du CNT a également félicité le Premier ministre par intérim et lui a fait part de sa satisfaction suite à son intervention à la tribune de la 77e Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies. CCRP/Primature

Rentrée scolaire 2022-2023: Le Chef du Gouvernement par intérim donne le top départ.

Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga, a procédé ce lundi 3 octobre 2022, au lancement officiel de la rentrée scolaire 2022-2023.

Le Chef du Gouvernement par intérim s'est successivement rendu à l'école Mamadou Konaté, au Centre de développement de 3 octobre 2022 la petite enfance Kassé Keïta et enfin au lycée Notre-Dame du Niger. Le Colonel Maïga a, au nom du Président de la Transition, Chef de l'Etat, S.E. le Colonel Assimi Goïta, félicité les enseignants ainsi que l'administration scolaire, pour la réussite de l'année scolaire 2021-2022. Selon lui, cette réussite a été rendue possible grâce à l'engagement et au patriotisme du corps enseignant. Le Chef de l'administration publique par intérim a rappelé que lorsque le Mali a été injustement et illégalement sanctionné par les instances sous régionales, les syndicats d'enseignants ont accepté de mettre en veilleuse leurs différentes revendications. Et c'est cela qui a permis de sauver l'année scolaire. Ce fut l'occasion pour lui d'annoncer la tenue prochaine de la conférence sociale, un forum qui permettra de traiter les revendications de tous.

Le Colonel Maïga a également souhaité plein succès aux élèves et à l'ensemble de la communauté éducative pour la nouvelle année scolaire. L'éducation est l'épine dorsale du Mali. Kura que les Autorités de la Transition s'attellent à construire, a conclu le Chef du Gouvernement par intérim.

CCRP/Primature

Tanzanie : Nouveau remaniement du gouvernement, la présidente met en garde ses rivaux



La présidente tanzanienne a mis en garde lundi les membres critiques de son gouvernement contre toute velléité de contester son autorité après avoir de nouveau remanié son cabinet et limogé la ministre des Affaires étrangères.

Samia Suluhu Hassan, qui fait face à des divisions internes au sein du parti au pouvoir depuis sa prise de fonction l'année dernière, a remanié de manière inattendue son gouvernement dimanche soir.

"Une fois que nous sommes d'accord sur quelque chose, vous en faites partie. Vous ne pouvez pas prétendre que la décision n'était (...) pas votre volonté", a déclaré lundi la cheffe de l'Etat lors de la prestation de serment de trois nouveaux ministres.

Mme Hassan est devenue présidente en mars 2021, à la suite de la mort de John Magufuli.

Liberata Mulamula, ministre des Affaires étrangères nommée en 2021 et figure respectée même si politiquement inexpérimentée, a été remerciée par la présidente, qui n'a pas donné d'explication sur ce renvoi.

Innocent Bashungwa a été nommé ministre de la Défense à la place de Stergomena Tax, qui a pris de son côté le ministère des Affaires étrangères.

Selon des analystes, ce remaniement, le troisième depuis le début de l'année, est le signe de dissensions au sein des plus hauts échelons du gouvernement et du parti au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi (CCM). En janvier, le président du Parlement avait démissionné, après avoir évoqué les emprunts "excessifs" du pays à l'étranger.

Samia Suluhu Hassan, première femme présidente de ce pays d'Afrique de l'Est, a accusé ses rivaux au sein du gouvernement de vouloir saper son autorité avant les prochaines élections, prévues en 2025.

Bien qu'ayant voulu incarner la rupture avec certaines politiques de son prédécesseur - un autocrate qualifié de "bulldozer" pour sa répression de toute dissidence - la présidente a été qualifiée de "dictateur" par l'opposition.

L'année dernière, un journal détenu par le parti au pouvoir avait été suspendu pendant deux semaines après la publication d'un article qui affirmait que la présidente ne prévoyait pas de se représenter en 2025.

AFP

Maroc : 20 interpellations après des incidents lors d'un festival musical



Vingt personnes ont été arrêtées à la suite de violences lors d'un grand festival de musiques urbaines ce weekend à Casablanca, a indiqué lundi la police marocaine.

La police a cependant démenti dans un communiqué des allégations d'agressions sexuelles commises durant ce festival qui ont été partagées sur les réseaux sociaux, en affirmant qu'elle n'avait reçu ni plainte ni signalement.

Les 20 personnes appréhendées sont accusées d'"ivresse sur la voie publique", de "vol" et de "coups et blessures" pendant des concerts vendredi, soirée inaugurale de la deuxième partie du festival de musiques urbaines L'Boulevard, qui a viré au cauchemar pour de milliers de spectateurs.

Des débordements et des actes de vandalisme ont émaillé l'événement organisé dans un stade de Casablanca, selon divers témoignages de festivaliers. Certains ont fait également état d'agressions sexuelles et d'un viol, des allégations non confirmées qui ont provoqué l'indignation des internautes.

Si la police a récusé des "rumeurs trompeuses" --selon lesquelles "une mineure aurait été violée et d'autres victimes déshabillées lors de ce concert"--, les organisateurs du festival ont demandé l'ouverture d'une enquête officielle.

Dans un communiqué publié samedi, ils ont dit "prendre très au sérieux les publications sur les réseaux sociaux faisant état de viols" et "condamner fermement toute forme de violences sexistes et sexuelles". Selon eux, la soirée de vendredi dédiée à la scène rap marocaine, très populaire auprès de la jeunesse, a connu une affluence massive qui a débordé le service de sécurité.

Les services de police de Casablanca continuent, en examinant les caméras de vidéosurveillance, de rechercher des personnes impliquées dans les violences.

Fondé en 1999, L'Boulevard, un rassemblement annuel gratuit, est l'un des festivals de musiques urbaines les plus courus du Maroc, mettant à l'honneur les scènes rap, métal et fusion locales.

Après deux années d'interruption dues à la pandémie de Covid-19, il s'est déroulé jusqu'au 2 octobre.

AFP

Libye/Turquie : Les deux pays signent un accord de prospection d'hydrocarbures



La Libye et la Turquie ont signé lundi un accord de prospection d'hydrocarbures dans les eaux libyennes, trois ans après avoir conclu un accord de délimitation maritime controversé qui avait suscité l'ire de l'Union européenne (UE).

"Nous avons signé un mémorandum d'entente pour la prospection d'hydrocarbures dans les eaux territoriales de la Libye ainsi que sur le sol libyen, par des compagnies turco-libyennes mixtes", a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu, lors d'un point presse avec son homologue libyenne Najla al-Mangoush.

Ce mémorandum a été signé lors d'une visite effectuée à Tripoli par une délégation turque de haut niveau comprenant notamment les ministres de l'Énergie, Fatih Dönmez, de la Défense, Hulusi Akar, et du Commerce, Mehmet Mus.

Un accord controversé de délimitation maritime avait été conclu en novembre 2019 entre l'ex-Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, et le gouvernement turc.

Cet accord permet à Ankara de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale, au grand dam de la Grèce et de l'UE.

M. Cavusoglu a défendu cet accord et le mémorandum sur les hydrocarbures.

Il s'agit d'"une affaire qui concerne deux pays souverains, c'est du gagnant-gagnant pour les deux et les autres pays n'ont pas le droit de s'ingérer dans ces affaires", a-t-il dit.

Mme al-Mangoush s'est pour sa part félicitée de l'accord "très important" conclu lundi, affirmant qu'il sert "les intérêts des deux pays" et qu'il est susceptible de contribuer sur le long terme à alléger les pénuries de gaz provoquées par le conflit en Ukraine.

- "Illégal" -

En contrepartie de l'accord de délimitation maritime de 2019, la Turquie avait aidé le gouvernement de Tripoli à repousser l'offensive, en juin 2020, des forces du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est, pour prendre la capitale.

Ankara avait envoyé en Libye des conseillers militaires et des drones, ce qui avait permis d'infliger une série de défaites aux portes de Tripoli aux forces du maréchal Haftar, soutenu par la Russie et par des rivaux régionaux d'Ankara, notamment les Emirats arabes unis et l'Égypte.

Depuis mars, deux gouvernements se disputent le pouvoir en Libye, pays ayant sombré dans le chaos après le soulèvement qui a entraîné la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Burkina : Le capitaine Ibrahim Traoré obtient le soutien de toute la chaîne de commandement de l'armée



Le Commandement militaire des Forces armées nationales composées du Chef d'État-Major général des armées et des Chefs d'État-Major d'armées, à l'issue d'une réunion ce 2 octobre 2022, ont décidé à l'unanimité de soutenir le MPSR dans la poursuite de sa vision concernant la défense de la sécurité de la population », a indiqué le Capitaine Ibrahim Traoré au 20h de la télévision publique. Il a exprimé ainsi « toute la solidarité de toute la chaîne de commandement pour soutenir et accompagner et le MPSR dans cette lutte ». Il a invité « les soldats au front à redoubler d'efforts, de reprendre du courage pour pouvoir redynamiser cette lutte et pouvoir redonner la paix aux populations et apporter plus de sérénité dans les campagnes », tout en remerciant le Commandement militaire pour le soutien dont il a besoin.

Burkina 24

Celui de Tripoli a été mis en place en 2021 dans le cadre d'un processus de paix parrainé par l'ONU, tandis que l'autre est conduit par l'ancien ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha, et soutenu par le camp du maréchal Haftar.

Le président du Parlement basé dans l'Est, Aguila Saleh, qui avait retiré sa confiance au gouvernement de Tripoli pour l'accorder à l'exécutif rival dirigé par M. Bachagha, a qualifié l'accord signé lundi d'"illégal et inacceptable".

Le gouvernement soutenu par le camp de l'Est l'a lui aussi rejeté, se réservant "le droit de recourir à la justice" pour obtenir son annulation.

AFP

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

La session budgétaire du CNT s'ouvre aujourd'hui : Sur fond de tendance haussière du déficit budgétaire



Après trois mois d'intersession, les membres du Conseil National de Transition, organe législatif de la transition, seront de retour à l'hémicycle aujourd'hui lundi 3 octobre 2022. Placée sous la présidence du patron des lieux, Col Malick Diaw, la cérémonie d'ouverture officielle est prévue à partir de 16 heures au Centre International de Conférence de Bamako, quartier général occasionnel du CNT. L'événement devrait également enregistrer la participation d'une délégation du Conseil National de la Transition de Guinée conduite par son Président, l'Honorable Dansa Kourouma.

Au cours de cette session – qui va démarrer aujourd'hui lundi – et qui ne peut excéder 75 jours comme le stipule la constitution, les membres du Conseil National de Transition examineront plusieurs projets de textes liés à la vie de la nation. Toutefois, leurs travaux seront essentiellement consacrés à la loi de finances 2022-2023. Adopté au Conseil des ministres en date du 21 septembre 2022, les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2023 s'élèvent à 2 199, 908 milliards de francs CFA contre 1 982,440 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectifiée de l'exercice en cours. Avec une augmentation de 217,467 milliards de francs CFA, elles affichent une hausse de 10,97%. Idem pour les prévisions de dépenses pour le compte du même exercice. Celles-ci s'élèvent à 2 895,903 milliards de francs CFA contre 2 647,028 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectifiée de 2022, soit une hausse de 248,874 milliards de francs CFA et une progression de 9,40%. Le Budget 2023 présente par conséquent un déficit en forte hausse, soit 695,995 milliards de FCFA contre 664,588 milliards de FCFA dans la loi de finances rectifiée de 2022, soit une augmentation de 4,73%. Avec la crise qui bat son plein sous diverses formes, l'assèchement des ressources et la nature de nos relations avec les sources budgétaires alternatives, les observateurs s'interrogent logiquement sur les voies et moyens par lesquels un déficit aussi abyssal sera comblé. Faute de quoi, il n'est pas exclu que même après sa validation par le CNT, la loi de finances 2023 pourrait revenir plusieurs fois aux législateurs pour des modifications en cours d'exercice.

Insécurité dans la région de Nara : Le convoi du gouverneur attaqué



Le convoi du gouverneur, le colonel major Amara Doumbia en partance pour Bamako a été attaqué le 30 septembre 2022, aux environs de 10h30, entre Kaloumba et Mourdiah dans la forêt du serpent communément appelé « Gringalet ». Les assaillants ont fait exploser un Engin Explosif Improvisé, suivi par une pluie de tirs. Heureusement, ils ont été mis en déroute, grâce au professionnalisme et au sang-froid des FDS qui, à travers une riposte vigoureuse ont pu pousser les assaillants à la débandade, avec plusieurs terroristes neutralisés. Cependant, le convoi a enregistré des dégâts matériels mineurs et aucune perte en vie humaine.

Pour rappel monsieur Issoufiana Abdoulaye Maiga, Préfet de Nara a été attaqué sur le même tronçon, le 9 décembre 2017. Ce jour-là, avec le même modus operandi, à dix-sept kilomètres de Mourdiah, la dernière voiture, occupée par les militaires saute sur une mine, appuyé avec des tirs et le combat acharné entre les FAMA et les assaillants. Bilan, le chauffeur du préfet est blessé au pied et le garde-corps, un élément de la garde nationale est blessé au bras. Alors que six soldats de l'escorte sont blessés.

Et avant, l'attaque du Préfet, le CB de la brigade de gendarmerie de Guiré a été enlevé le 19 octobre 2017 par des hommes armés presque au même endroit. Il était accompagné de son chauffeur, qui été tué et leur véhicule de marque Toyota enlevé.

Depuis des années, la population du cercle de Nara, ne dort que d'un seul œil notamment dans la commune de Guiré où se trouve la fameuse forêt du Ouagadou, de part et d'autre de frontière Mali – Mauritanie.

L'axe Nara – Bamako est reconnu pour son état désastreux dans une zone affectée par insécurité. Un déploiement des forces de défense et de sécurité sur tout le tronçon avec des check-point et des patrouilles régulières entre les différents Check-point surtout dans la vallée du serpent « Gruingalé », véritable nid des « terroristes » est nécessaire. M.Yattara

Source : L'Alternance

Il convient de mentionner au passage que depuis 2018 notre pays a basculé suite à une réforme budgétaire en « mode programmes » et que la loi de finances 2023 sera le 6ème budget avec cette nouvelle présentation.

Amidou Keita / Source : Le Témoin

CNPM : Mossadeck Bally élu, fin des guerres intestines ?

Le samedi 01 octobre 2022, au siège du conseil national du patronat du Mali, Mossadeck Bally a été élu président de l'organisation consulaire pour les cinq (5) prochaines années. Il était à la tête d'une liste unique, issue d'un consensus. Il a été élu à l'unanimité à l'issue de l'Assemblée Générale électorale. Les deux candidats ayant plongé le CNPM en crise ont été tout simplement écartés.

L'homme d'affaires, promoteur de la chaîne hôtelière Azalai, Mossadeck Bally a été élu à la tête du patronat malien, à l'issue de l'Assemblée Générale électorale tenue le samedi 1er octobre 2022 au siège du CNPM. Sur les 129 délégués du collège électoral, 117 ont pris part et ont voté pour la liste consensuelle unique dirigée par M. Bally.

Dans sa première allocution en tant que président du CNPM, Mossadeck Bally a d'abord remercié le bureau de l'administration transitoire, dirigé par le doyen Soya Golfia, pour avoir mené à bien la mission qui lui a été confiée. Elle consistait à réunir les acteurs du secteur privé pour assainir les textes de l'organisation à l'origine des problèmes afin d'élire un nouveau président à la tête de l'organisation patronale. Ensuite, il a appelé l'ensemble des acteurs du secteur privé à l'unisson pour être respecté des autorités publiques. « C'est un secteur privé uni et fort qui aura tout le respect des autorités publiques », a-t-il affirmé.

Selon lui, c'est ensemble que le secteur va pouvoir jouer pleinement le



rôle qui lui revient dans le redressement de l'économie du Mali. Car ce sont les hommes d'affaires qui font la richesse du Mali pour un meilleur avenir. Ainsi, dira-t-il : « Nous créons la richesse de ce pays. Nous créons les emplois que doivent occuper nos enfants, petits-enfants et nos arrières petits. »

Par ailleurs, point n'est besoin de rappeler que le CNPM est plongé dans une profonde crise avec une fronde menée par deux patrons des patrons. Il s'agit de Mamadou Sinsy Coulibaly dit Coulou et Amadou Diadié Sangaré. Après avoir organisé chacun de son côté une Assemblée générale électorale sanctionnée par leurs élections respectives, le Patronat malien est rentré dans une crise profonde. De celle-ci, est né un bicéphalisme à la tête du CNPM qui ne dit pas son nom.

Avec l'élection de Mossadeck Bally, organisée par une administration provisoire, l'éclaircie s'annonce pour le patronat Malien.

Binadjan Doumbia





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Rentrée scolaire 2022-2023 : Sans fausse note !

Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga, a officiellement lancé, le lundi 3 octobre 2022, la rentrée scolaire 2022-2023, à l'école Mamadou Konaté. C'était en présence du ministre de l'Éducation nationale, Sidibé Dédéou Ousmane et de plusieurs membres du gouvernement, de la directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite et des autorités politiques et coutumières.



Après la rentrée pédagogique, le 16 septembre 2022, les cours ont repris normalement sur l'ensemble du territoire national en ce jour de reprise pour les élèves du Mali. Les autorités de la Transition sont résolument engagées à donner à l'école son lustre d'autan. Pour matérialiser cette volonté politique, le département de l'Éducation Nationale peut se vanter d'avoir pu organiser l'année écoulée des examens sans fuite de sujets, de faux sujets ou fraude. Les maliens, dans leur écrasante majorité, ont apprécié cet exploit qui n'était pas gagné d'avance. Il n'y a plus l'ombre d'un doute, la refondation de notre système éducatif est en cours. Pour en attester, à la tête d'une forte délégation, le Premier ministre par intérim, Abdoulaye Maïga, a donné le top départ de la nouvelle année scolaire. La cérémonie de lancement a débuté par la montée des couleurs. Après cet acte citoyen, le Premier ministre par intérim et sa délégation ont suivi une leçon modèle sur les changements climatiques. Le titre du thème de cette leçon de la rentrée scolaire 2022-2023 rime avec les objectifs du développement durable. L'objectif est d'inciter les élèves à planter des arbres et à les entretenir. Au nom du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga, a saisi cette

opportunité pour féliciter les enseignants ainsi que l'administration scolaire, pour la réussite de l'année scolaire 2021-2022. Cette réussite, soutient-il, a été rendue possible grâce à l'engagement et au patriotisme du corps enseignant. Aussi, le Colonel Maïga a rappelé que lorsque le Mali a été injustement et illégalement sanctionné par les instances sous régionales, les syndicats d'enseignants ont accepté de mettre en veilleuse leurs différentes revendications. Et, c'est cela qui a permis de sauver l'année scolaire. Ce fut l'occasion pour lui d'annoncer la tenue prochaine de la conférence sociale, un forum qui permettra de traiter les

revendications de tous.

Dans la même veine, le patron par intérim de l'administration malienne, a également souhaité plein succès aux élèves et à l'ensemble de la communauté éducative pour la nouvelle année scolaire. L'éducation est l'épine dorsale du Mali Kura que les Autorités de la Transition s'attellent à construire, dira le Chef du Gouvernement par intérim.

Conscient de la place de l'école dans le processus de refondation, le Premier ministre par intérim s'est rendu successivement au Centre de développement de la petite enfance Kassé Keïta et enfin au lycée Notre-Dame du Niger. Dans toutes les équipes visitées ???, les élèves et enseignants étaient au rendez-vous. Au regard des efforts en cours, tout porte à croire que l'année scolaire 2022-2023 risque d'être stable commence sous de bons auspices. Malgré cet espoir, les autorités de la transition doivent rapidement reprendre langue avec les syndicats signataires de l'éducation du 15 octobre 2016, pour un rapprochement des positions jusque-là éloignées. Car, le point d'achoppement demeure l'application de l'article 39 du statut des enseignants après l'unification de la grille salariale dans notre pays.

■ Ibrahim Sanogo



8e promotion de TechnoLAB-Ista Kayes : La relève assurée

La cérémonie de graduation de la 8e promotion de l'Institut Supérieur de Technologies Appliquées (TechnoLAB-ISTA) antenne régionale de Kayes, a eu lieu le samedi 1er octobre 2022 dans la salle de conférence de l'hôtel Kamagolé. Cette cérémonie était placée sous le patronage du gouverneur de la région de Kayes Colonel Moussa Soumaré.



Les étudiants de la 8e promotion de TechnoLab –ISTA antenne régionale de Kayes avec pour parrain Aliou Badra Diallo, PDG du SFTP Mining SA, ont reçu leurs diplômes de fin de cycle le 1er octobre 2022. Ces sésames leur permettront, désormais, d'être sur le marché de l'emploi. A cette occasion parents, amis, collègues ont rehaussé l'éclat de cette cérémonie par leur présence. Dans son discours, le chef d'antenne TechnoLAB-ISTA Kayes, Cheick Fantamadi Kanté, a déclaré que cet évènement constitue l'aboutissement d'un travail collectif considérable entrepris depuis 2013, quand TechnoLAB a décidé d'ouvrir ses portes à Kayes. « C'était une vision de l'institut. Se rapprocher de ses auditeurs et leurs permettre de suivre une formation de qualité sans se déplacer pour aller à Bamako », a-t-il affirmé. « Aujourd'hui est un grand jour pour notre Institut. Je tiens à vous exprimer ma sincère gratitude et mes plus vifs remerciements pour l'excellent travail que vous avez réalisé », s'est-

il réjoui. Pour sa part, le parrain de la 8e promotion Technolab-ISTA Kayes, Aliou Badra Diallo n'a

pas caché le choix porté sur sa personne pour porter le nom de cette promotion. « Nous sommes heureux de cette université qui a empêché les étudiants de faire un long chemin pour étudier ».

En effet, il a encouragé les récipiendaires à persévérer davantage.

De son côté, le président de TechnoLAB-ISTA Daouda Diakité a souligné que pendant ces 23 dernières années, TechnoLAB-ISTA a formé environ 6000 cadres supérieurs. « Durant 12 ans, les diplômés maliens issus de TechnoLAB-ISTA ont été des secrétaires généraux au sein des ministères. Aussi, durant ces cinq dernières années, l'école a vu le couronnement de trois de ses diplômés en tant que ministres de la République », a-t-il précisé.

En outre, il a fait savoir qu'« en tant que formateurs et façonners de l'esprit d'abord juvénile de notre pays, puis acteurs pour une classe intellectuelle à forger ou à renforcer, nous avons l'impérieuse obligation de répondre à l'appel de la jeunesse malienne et africaine, à l'appel de la relève et d'insuffler à cette relève les ingrédients qui ont fait les levains des nations dites « d'avant-garde » aujourd'hui », a avancé Daouda Diakité.

Le président de TechnoLAB-ISTA a saisi l'occasion pour prodiguer de précieux conseils aux récipiendaires. « Rappelez-vous chers lauréats que le diplôme n'est pas une fin en soi, mais considérez-le comme un outil : si vous en fait bon usage, vous en récolterez les fruits ; dans le cas contraire - et que Dieu nous en garde -



, vous n'en récolterez que désillusion, amertume, au bout du chemin », a-t-il prévenu. « Vous devez vous convaincre que les voies les plus faciles conduisent le plus souvent à l'impasse, alors qu'affronter courageusement les difficultés vous préparera à résister aux turbulences de la vie et à surmonter les écueils qui ne manqueront pas sur votre chemin », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, il les a invités à cultiver en eux, les valeurs morales comme l'humilité, le respect de l'autre, la tolérance, l'intégrité et la rigueur morale, l'esprit de sacrifice pour le pays.

« Aujourd'hui est un grand jour, dont nous nous souviendrons. Nous sommes fiers de ce diplôme et de notre formation, pour la qualité de l'enseignement. Nous ne ménagerons aucun effort pour mettre en pratique tout ce que nous avons reçu comme formation », a promis Maratine Dabo, la représentante des récipiendaires.

De son côté, le Gouverneur de la région de Kayes, colonel Moussa Soumaré, a - au nom des plus hautes autorités du pays - exprimé toute la reconnaissance et toute la gratitude du peuple malien pour l'apport de TechnoLAB-ISTA à la formation des maliens. « Pour qui connaît l'importance de la formation dans l'évolution, dans le développement d'un pays, qu'un digne fils du Mali puisse avoir de telles initiatives est une fierté. Cet institut est représenté dans sept régions aujourd'hui et depuis 2013 ici à Kayes. Leur présence à Kayes vient non seulement enrichir l'environnement de l'éducation et de la formation mais aussi atténuer la souffrance des élèves mais aussi des parents d'élèves dans le cadre de la poursuite des études », a-t-il soutenu. Enfin, il a félicité les récipiendaires et rappelé que le pays compte beaucoup sur eux. « Les attentes sont fortes, il faut que vous soyez au rendez-vous, il faut que vous soyez à la hauteur de ce que le pays attend de vous », a conclu le gouverneur de région de Kayes.

■ Maffenin Diarra

Mali : 24 heures sur le chemin d'Ogossagou

Une base temporaire de la Force de la MINUSMA est nichée depuis plus de deux ans entre les villages d'Ogossagou Peuhl et Dogon, dans la région de Mopti. Occupée par une compagnie de Casques bleus sénégalais, l'objectif de ce dispositif est de maintenir la paix entre les communautés qui, en février 2020 se sont violemment affrontées. Plusieurs centaines de personnes dont une majorité de femmes et d'enfants avaient alors perdu la vie. Depuis octobre 2021 et la signature d'accords locaux entre les deux communautés, le calme est revenu à Ogossagou. La paix et l'entente d'autrefois tentent de s'y réinstaller pour de bon.

En cette fin du mois d'août 2022, le contingent sénégalais de la MINUSMA effectue la relève de ses troupes basées à Sévaré ainsi que de ceux de la base temporaire d'Ogossagou, située près de 200 km plus loin. Une équipe du bureau de l'information publique de la MINUSMA a suivi cet impressionnant mouvement de troupes au service de la paix, jusqu'à ladite base. En voici le récit...

Prêts à partir

30 août 2022. Il est 10h30 au Camp de la MINUSMA à Sévaré. Une compagnie entière se regroupe autour du Colonel Mathieu Diogoye SENE, Commandant le 11ème bataillon sénégalais au sein de la Mission onusienne au Mali. Il s'agit d'un dernier briefing avant le départ pour la base temporaire. Le Colonel SENE ne laisse rien au hasard : le trajet, les consignes de sécurité, le rôle des uns et des autres ainsi que l'objet et les enjeux de la mission. Celle-ci est simple : aller relever la compagnie sortante, sur place depuis plusieurs semaines. « Chacun sait ce qu'il a à faire, je compte donc sur vous pour que cela se passe comme prévu. Allez, on y va ! » lance le Colonel à ses Casques bleus. En ligne, moteurs tournants, une dizaine de véhicules blindés, lourds et légers et plusieurs camions de ravitaillement sont prêts à avaler les 200 kilomètres qui les séparent d'Ogossagou.

L'indispensable vigilance sur la RN 15

11h00. La longue colonne de véhicules blancs frappés du logo « UN » se lance sur la route nationale 15 (RN 15). Parmi les blindés se trouve celui du Colonel TAMIBE des Forces armées tchadiennes et Chef d'Etat major de la Force de la MINUSMA dans cette région. Avec son adjoint le Commandant DOUKA du Niger, ils ont pour mission d'accompagner leurs frères d'armes sur leur lieu de déploiement. Distants de seulement 174 kilomètres de Sévaré (QG de la MINUSMA dans la région), les villages d'Ogossagou n'en restent pas moins difficiles d'accès par voie terrestre. En cause, la situation sécuritaire le long de la RN 15 mais aussi l'enclavement de ces villages. En effet, pour y parvenir, il faut quitter la route bitumée et prendre le chemin de terre devenu boueux après les fortes pluies qui se sont abattues dans cette zone où hivernage est bien entamé.

Axe majeur qui dessert les grandes villes de la région (Bandiagara, Bankass et Koro), la RN 15 est aussi le principal lien qui permet les échanges entre le Mali et son voisin le Burkina Faso. Elle est de fait la cible privilégiée des bandits armés mais aussi des groupes armés terroristes (GAT). Ceux-ci braquent, attaquent et surtout pausent des engins explosifs improvisés qu'ils peuvent déclencher à distance au passage des convois militaires des Forces de défense et de sécurité maliennes et des Casques bleus. Plusieurs dizaines de soldats de la paix issus de contingents différents y ont déjà perdu la vie. Un contexte qui ne laisse guère d'autre choix à la compagnie que d'inspecter le parcours avec minutie.

Détecter la menace explosive

Dotée d'une unité de déminage, équipée de détecteurs d'explosifs et de drones, la compagnie marque de fréquents arrêts. Il est 17h30, en éclaireur, l'unité ouvre la voie à mesure qu'elle vérifie les tronçons. Le convoi progresse au fur et à mesure de ces inspections et s'étale un



petit peu plus à chaque redémarrage. Reliés par radio, roulant au pas, les Casques bleus s'informent les uns les autres en permanence. La menace est palpable et chaque voiture, chaque bus, chaque moto qui passe est susceptible de transporter un informateur d'une force hostile, capable d'indiquer la position du convoi et donc de permettre à l'ennemi de préparer une embuscade. Pour les militaires de l'ONU, la concentration est de mise et la vigilance est de rigueur. Casques vissés sur la tête, gilet pare-balle autour du torse en mains, à travers les meurtrières des blindés, les soldats de la paix scrutent les abords de la route, jonchée d'épaves calcinées, dues à des accidents de la route mais aussi à des attaques. L'après-midi s'égrène au rythme du soleil qui décline vers l'ouest, une fois la ville de Bandiagara dépassée, un autre arrêt est marqué aux abords d'un cratère sur le bitume. Les soldats descendent des blindés, se déploient à intervalles réguliers et forment un jalonnement pour sécuriser le convoi immobilisé. Seuls ceux juchés sur les véhicules, les mains sur leurs mitrailleuses restent à bord. Certains des membres de l'unité de déminage font décoller un drone de reconnaissance des kilomètres à venir, tandis que les autres passent

le cratère et ses environs au peigne fin. Le sol est jonché de douilles de petits et gros calibres. C'est sûr, une fusillade a eu lieu ici. Entre les traces de récents combats et la beauté du décor, fait d'herbes hautes et de collines verdoyantes au loin, le contraste est saisissant. Dans le sens inverse, véhicules de transport en commun et particuliers ralentissent puis

passent, non sans saluer chaleureusement les soldats.

L'atmosphère se rafraîchit et la luminosité baisse, la nuit s'annonce. Les deniers kilomètres de goudrons sont parcourus. La poussière rougeâtre en surface indique que la latérite n'est plus très loin.



À la force du poignet, de la pelle et... du treuil

19h30. La nuit a fait valoir ses droits dans les environs de Bankass, désormais uniquement éclairés par le croissant de lune. Les étoiles disparaissent peu à peu pour faire place aux nuages et à quelques éclairs lointains. La longue colonne de véhicules qui jusque-ici avait pu faire face à la menace explosive, va devoir surmonter un autre obstacle : un sol trempé. Parmi les soldats se trouvent des mécaniciens et chauffeurs aguerris, de véritables pilotes. Toutes ces compétences vont s'avérer cruciales durant les longues heures à venir. Pesant entre 5 et 14 tonnes, les véhicules blindés sont à l'épreuve des balles de gros et petits calibres. Cependant, leur poids peut les handicaper dans la boue.

Le ciel qui était chargé il y a quelques minutes, tient désormais ses promesses. D'un coup des trombes d'eau s'abattent, un premier véhicule blindé lourd s'embourbe. Prévenus par radio, les véhicules de tête s'arrêtent. Le dispositif qui a servi pour sécuriser la détection d'explosifs se met à nouveau en branle. Munis de pelles et de pioches les Casques bleus raclent la boue et l'eau sous les roues du blindé. Il est

plus de 20h et les neuf kilomètres qui les séparent de la base d'Ogossagou viennent à peine d'être entrepris. La nuit s'annonce longue.

Comme un seul homme près d'une vingtaine de militaires saute dans la boue, posent leurs mains à l'arrière du véhicule blindé lourd et tentent durant de longues minutes de créer un mouvement de balancier afin d'aider le pilote à sortir l'engin du bourbier dans lequel il se trouve. À la pluie s'ajoute le vent, dont les rafales perturbent la communication entre eux. « Poussez !!! Un, deux, trois : poussez !!! » Une véritable lutte s'engage entre l'homme et la nature pour délivrer la machine. Alors que la pluie redouble d'intensité, le premier blindé piégé retrouve la liberté après deux heures d'efforts. Une centaine de mètres plus loin, le même véhicule à peine délivré tombe à nouveau dans les griffes du sol argileux et meuble. Le découragement est exclu. Le même brantelas de combat est sonné. Les véhicules suivants, forts de l'expérience de leurs devanciers, arrivent à éviter l'embourbement, à l'exception du camion de ravitaillement. Le convoi est alors stoppé à nouveau et bis repetita. Les soldats de la paix redescendent et recommencent avec la même détermination que la fois

précédente. Ce combat aux allures de ballets se poursuivra jusqu'au matin. Pour assurer le final des plus heureux, les grands moyens seront déployés. Un camion viendra tracter les véhicules à chaque embourbement. Et ceux-ci auront été nombreux. « Entre hier et aujourd'hui j'ai dépanné et "désembourbé" entre 31 et 32 fois les véhicules, » déclarera plus tard, le Sergent-Chef Adama NDIAYE, mécanicien de la compagnie. Pour cela Adama positionne son camion dans l'axe du véhicule bloqué, active et déroule son treuil. Ses collègues se saisissent du câble. De l'eau jusqu'aux genoux, ils vont aller l'accrocher au blindé. Après avoir vérifié la solidité de l'arrimage, Adama remonte dans sa cabine et le tracte dans un vacarme assourdissant.

Ce n'est qu'à 11h30, le 31 août, soit 24 heures et 30 minutes après avoir quitté Sévaré, que la compagnie entrera dans la base d'Ogossagou. Éreintés par cette nuit de combat contre les éléments, les soldats de la paix n'en sont pas moins fiers et heureux d'avoir accompli leur devoir.

Source : Minusma



Préparatifs de la COP-27 : Lancement de la caravane « tambour battant vers la COP-27 »

À quelques semaines de la COP 27, prévue en novembre au Caire (Égypte), l'ONG OXFAM et ses partenaires viennent de lancer une caravane à travers le Mali appelée « Tambour battant vers la COP-27 ». L'objectif de cette initiative est de contribuer à interpeller les responsables internationaux, les communautés et à agir pour relever les défis climatiques en Afrique. Elle vise à aider les groupes de jeunes et de femmes à se faire entendre et encourager les actions d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques.



Le lancement national de ladite caravane a eu lieu ce jeudi 29 septembre au Parc National de Bamako au cours d'une cérémonie présidée par la représentante de la Grande muraille verte, Mme Sidibé Zenabou KEÏTA ; en présence du représentant de l'ONG OXFAM, Souleymane M. DOUMBIA.

On notait également la présence des acteurs et parties prenantes travaillant sur les enjeux du changement climatique et de la justice climatique au Mali ; notamment du porte-parole de la coalition, Massa KONÉ, membre de l'UACDDDD ; de la secrétaire exécutive de JVE-Mali, Mme Oumou Modibo KEÏTA, etc. À l'issue de cette cérémonie, un effectif d'une cinquantaine de caravaniers composés des membres des différentes organisations a pris le départ hier jeudi à Bamako.

À travers cette caravane, il s'agit pour ses initiateurs de mobiliser les communautés locales, y compris les mouvements de jeunesse, en faveur de la justice climatique ; mettre en évidence les impacts du changement climatique sur les communautés africaines et leur environnement, mettre en évidence les solutions climatiques intégrées à leurs connaissances traditionnelles et locales. Elle vise à accroître la pression des citoyens africains sur les gouvernements nationaux et

sur les négociations internationales lors de la COP-27 afin de mieux prendre en compte leurs réalités, leurs priorités et leurs aspirations ; protester contre la lenteur de l'application effective de l'accord de Paris et exiger le retrait du secteur des terres (forêts et terres agricoles) dans les marchés carbone stipulés dans l'article 6 dudit accord.

Cette caravane vise par ailleurs à défendre la politique du pollueur payeur à travers l'engagement pris par les grandes puissances industrielles émetteurs de gaz à effet de serre à verser l'enveloppe de contribution financière pour le compte des pays moins développés pour réduire leur émission en faveur du changement climatique.

Le représentant de l'ONG OXFAM, Souleymane M. DOUMBIA, a fait savoir que la caravane qui a démarré ce 29 septembre à Bamako se terminera le 6 octobre 2022 à Kangaba sur le site du Kouroukanfouga où sera lue une déclaration sera transmis aux autorités nationales en vue de la COP-27. Au cours de son itinéraire, cette caravane fera des escales à Diéma, à Kayes, à Nossombougou dans la région de Koulikoro, et la ferme agro-écologique de Benkadibougou à Ségou.

Sur le parcours, il est attendu plus de 300 participants composés des populations des com-

munités rurales, les OSC et mouvements sociaux, les ONG, les universitaires chercheurs, les autorités politiques et administratives, la presse, les étudiants.

La caravane pourra inclure des séries d'activités portant sur la sensibilisation, la formation et la réflexion sur les enjeux liés à l'environnement, au foncier, à l'eau, aux forêts, à la gestion des ressources naturelles, etc. Par ailleurs, des interpellations seront faites à l'endroit des décideurs sur l'implication des femmes et des jeunes dans la gestion des politiques et stratégies de lutte contre le changement climatique au niveau local, régional et international.

Selon les conférenciers, les aléas climatiques rendent de plus en plus fragiles les communautés, au Mali. Avec 65% de son territoire situé en zone désertique ou semi-désertique, notre pays fait face à de nombreux défis sur le plan de la lutte contre la désertification et entraîne une situation alimentaire précaire au regard de la forte dépendance du secteur primaire (près de 80% de la population active).

Par Abdoulaye QUATTARA
Source : InfoMatin



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Rentrée scolaire 2022-2023 : Le SNEC et l'ADEMA prônent le dialogue

La rentrée scolaire 2022- 2023 est intervenue lundi 3 octobre 2022. Le Premier ministre par intérim a donné le coup d'envoi à l'école Mamadou Konaté en présence des cadres du secteur et du ministre de l'Éducation nationale, du corps enseignants, des élèves et parents d'élèves.



Le Chef du Gouvernement par intérim s'est successivement rendu à l'école Mamadou Konaté, au Centre de développement de la petite enfance Kassé Keïta et enfin au lycée Notre-Dame du Niger.

Le Colonel Maïga a, au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta, félicité les enseignants ainsi que l'administration scolaire, pour la réussite de l'année scolaire 2021-2022. Selon lui, cette réussite a été rendue possible grâce à l'engagement et au patriotisme du corps enseignant. Le Chef de l'administration publique par intérim a rappelé que lorsque le Mali a été injustement et illégalement sanctionné par les instances sous régionales, les syndicats d'enseignants ont accepté de mettre en veilleuse leurs différentes revendications. Cela a permis de sauver l'année scolaire. Ce fut l'occasion pour lui d'annoncer la tenue prochaine de la conférence sociale, un forum qui permettra de traiter les revendications de tous pour ainsi dire. Le Colonel Maïga a également souhaité

plein succès aux élèves et à l'ensemble de la communauté éducative pour la nouvelle année scolaire. L'éducation est l'épine dorsale du Mali Kura que les Autorités de la Transition s'attellent à construire, a conclu le Chef du Gouvernement par intérim.

BEN /SNEC demande « une véritable refonte »

Le bureau National du Syndicat national de l'éducation et de la Culture (BN/SNEC) à l'occasion de cette rentrée scolaire, a délivré un message à l'endroit des autorités, corps enseignants, parents et élèves. Le BEN/SNEC a adressé ses vives félicitations à tous les acteurs de l'éducation face aux multiples efforts fournis pour sauver l'année scolaire écoulée en félicitant Madame le Ministre pour « sa détermination, sa volonté et son courage à redonner à l'école malienne une vision nouvelle».

« De 1962 -2022, soit 60 ans de la 1ere réforme du système éducatif malien (il manque un mot dans la phrase), il nous faut une véritable refonte prenant en compte nos propres valeurs sociétales », a souligné le syndicat qui estime que, « ce sursaut montre à souhait que nous pouvons partager une vision commune du développement de l'éducation nationale si et seulement si, le dialogue social est franc et que les engagements pris de part et d'autre sont respectés ».

Le Secrétaire Général du SNEC, Moustapha Leche Guitteye, est convaincu que seule la redevabilité, la transparence et le respect des engagements permettront de sortir notre école des crises cycliques préjudiciables à l'avenir de notre pays.

« Aux élèves et étudiants, le BEN/SNEC rappelle que seules l'assiduité en classe et les efforts intellectuels sont gages de succès », a-t-il indiqué. Avant de relever que « l'éducation est un droit pour tous ». Les syndicalistes se sont indignés de constater que des milliers



d'enfants sont privés de ce droit, en raison de l'insécurité particulièrement au nord et au centre de notre pays.

Pour finir, le BEN/SNEC a exhorté les enseignants de tous les ordres d'enseignement à plus de courage, de détermination, et surtout de don de soi.

L'ADEMA appelle les acteurs à privilégier le dialogue

Dans une déclaration, le Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (Adema PASJ) s'est adressé à tous les acteurs de l'éducation. L'ADEMA-PASJ a adressé, à chacune et à chacun d'eux, ses sincères et chaleureux vœux

d'une excellente année scolaire 2022-2023. « À l'instar de nombreux pays, à travers le monde, notre école reste confrontée à de graves défis qu'il nous faut relever courageusement, en privilégiant les arguments du dialogue, de la concertation et des solutions consensuelles », lit-on dans le communiqué. Par conséquent, l'Adéma - PASJ invite les Autorités de la Transition à s'engager résolument dans une dynamique partenariale, et l'ensemble des autres acteurs de l'éducation nationale, à percevoir la problématique de l'école comme un enjeu national. Le parti de la ruche a salué le climat de travail apaisé, instauré grâce à l'engagement, au dévouement et au sens de responsabilité des syndicats ensei-

gnants qui a caractérisé l'année scolaire 2021-2022. « Au regard de ces résultats enregistrés et des défis à relever, l'Adéma - PASJ félicite et encourage tous les enseignants qui, avec courage et abnégation, travaillent à donner une éducation de qualité à nos enfants, dans des conditions particulièrement précaires et souvent au prix de leur vie ».

Le parti a également salué les efforts consentis par les acteurs de l'éducation nationale et les partenaires sociaux, et compte sur leur implication effective pour réussir la nouvelle année scolaire, au grand bonheur des enfants, dont l'avenir nous préoccupe tous. L'ADEMA - PASJ exhorte le gouvernement de la Transition à toujours plus d'efforts pour manifester la solidarité nationale à l'endroit de nos populations durement éprouvées par les actes terroristes qui privent d'école tant d'enfants maliens, hypothéquant ainsi dangereusement leur avenir et celui de la nation entière. Pour ce parti politique, il faut mettre un terme à cette situation et relever le défi d'une éducation inclusive, équitable et de qualité qui sera à la fois résiliente et performante.

L'Adéma-PASJ, par ailleurs, félicite le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, pour ses efforts en matière de réhabilitation de salles de classes dégradées et la réalisation de points d'eau pour le confort des enseignants et des élèves.

■ Binadjan Doumbia



Retard dans la mise en place de l'AIGE : Des doutes sur le respect du chronogramme électoral

Les responsables de la Mission d'observation des élections au Mali (MODELE Mali) regroupés au sein de la Synergie 22 (comprenant 43 organisations de la société civile malienne) étaient face à la presse, ce vendredi 30 septembre 2022, à Maeva Palace de Bamako pour inviter les autorités de la transition à mettre en place l'AIGE (Autorité Indépendante de Gestion des Élections) dans les meilleurs délais et à respecter le chronogramme électoral. En outre, les conférenciers souhaitent la publication dans les meilleurs délais de l'avant-projet de Constitution et une large consultation autour de ce texte.

Cette conférence de presse était animée par le chef de MODELE Mali, le Dr Ibrahima SANGHO ; qui avait à ses côtés le représentant de DONIBLOG, Abdoulaye GUINDO ; du CONSORTIUM ELE, Mamadou Lamine DIARRA ; de l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), Fousseini DIOP ; et d'autres personnalités. D'entrée de jeu, le chef de MODELE Mali, le Dr Ibrahima SANGHO, a souligné que le retard dans la mise en place de l'AIGE risquait de compromettre le respect du chronogramme électoral.

« Le retard dans la mise en place de l'AIGE au niveau national, prévue pour le 13 juillet 2022 et non encore effective, risque de compromettre le respect du chronogramme électoral communiqué à la CEDEAO pour la levée des sanctions sur le Mali », a-t-il déclaré.

« Le chronogramme électoral n'est pas en péril mais en retard », a-t-il précisé.

Au vu du chronogramme qui fixe le référendum au 19 mars 2023, dit-il, tous les démembrements de l'AIGE auraient dû être mis en place au plus tard le 19 septembre 2022.

Selon le Dr Ibrahima SANGHO, sa mission va déployer 75 observatrices et observateurs de long terme (OLT) pour observer la Révision Annuelle des Listes Électorales (RALE), sur la période du 1er octobre au 31 décembre 2022. Face à cette situation, la MODELE Mali recommande aux autorités de la Transition le respect du Chronogramme électoral 2022-2024 ; le respect des dispositions de la Loi électorale en ce qui concerne la désignation des repré-

sentants des partis politiques et de la société civile au sein du Collège de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE).

Les mêmes responsables sont invités à publier, dans les meilleurs délais, l'avant-projet de Constitution et à faire une large consultation autour de ce texte ; à davantage de consensus dans la conduite des différentes réformes envisagées.

Par ailleurs, il a rappelé que la cérémonie d'installation des membres de la commission de rédaction de la nouvelle constitution a été effectuée le 12 juillet 2022, sous la présidence du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA. À ce propos, la MODELE constate que plus de 2 mois après le démarrage des travaux, l'avant-projet de constitution n'a toujours pas été rendu public.

Ces griefs de la MODELE-MALI contre le processus de révision de la nouvelle Constitution arrivent au moment où le délai de la mission de la Commission de rédaction de la nouvelle constitution a été prorogé par le Président de la Transition, Assimi GOÏTA, jusqu'au 31 octobre 2022.

Répondant aux questions des journalistes, les conférenciers ont fait savoir que leur rôle est d'alerter, de dénoncer, de donner des orientations, de faire des propositions et d'attirer l'attention des autorités sur les insuffisances. « Le chronogramme électoral n'est pas en péril, mais en retard. Et si ce chronogramme n'est pas respecté, on s'expose à de nouvelles sanctions », a déclaré Abdoulaye GUINDO. À cet effet, il a invité l'État à respecter ses engagements.

Quant au Dr SANGHO, il a fait savoir que les Organisations de la société civile et des partis politiques attendent le décret de désignation des membres de l'AIGE pour l'attaquer devant la Cour suprême pour violation de la loi. Sans faire trop de commentaire sur le discours du Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye MAÏGA, au siège des Nations Unies, le 24 septembre dernier, le Dr SANGHO a souhaité le règlement des différends par voie diplomatique.

En outre, il a souhaité une issue heureuse par rapport à l'affaire des 46 militaires ivoiriens détenus au Mali. « On doit pardonner, on doit être en bon terme avec nos voisins », a-t-il conclu.

Par Abdoulaye QUATTARA
Source : Info-Matin



Mossadeck Bally, Président CNPM : “Unissons-nous, car la division ne mène nulle part”

L'Assemblée générale électorale organisée par l'Administration provisoire au Conseil national du Patronat du Mali (CNPM) le samedi 1er octobre, sans surprise, a été sanctionnée par la confirmation du bureau consensuel dirigé par Mossadeck BALLY. Cette nouvelle équipe de 31 membres a été élue par 117 voix sur un collège électoral de 129 délégués pour un mandat de 5 ans.

Convoquée par l'Administration provisoire, l'AG électorale du CNPM a été tenue ce week-end sous une forte présence des éléments des forces de l'ordre. Ce processus enclenché depuis février visait à mettre en place un bureau afin de tourner la page de la crise de leadership au sein du secteur privé malien.

« Je salue les membres de cette équipe qui a permis au secteur privé de se relever après 2 ans de crise de leadership », a indiqué Mossadeck BALLY. À la tête du secteur privé malien, pendant les 5 prochaines années, son équipe se consacrera aux réformes afin d'éviter les situations similaires dans lesquelles le CNPM était piégé. En clair, c'est le temps des réformes pour ce bureau consensuel désigné par les groupements professionnels en toute transparence, en toute logique.

« C'est le temps de rassembler. Notre bureau tend la main à tous les membres du secteur privé. C'est le temps de se porter vers le futur, car notre pays se porte très mal. Donc, notre économie se porte très mal et nos entreprises se portent très mal. Et c'est le temps de chercher comment relever notre pays, notre économie, nos entreprises », a déclaré M. Mossadeck BALLY, fondateur de la chaîne hôtelière « Azalāi ».

Déjà, il imprime sa vision et sa cadence en permettant au CNPM, syndicat du secteur privé, de défendre ses intérêts de façon citoyenne, professionnelle et avec acharnement. « Nous sommes là pour servir. Nous n'attendons rien à titre individuel et personnel du CNPM. Notre plus grande satisfaction serait que dans 5 ans les délégués, qui nous ont élus, soient satisfaits de nos résultats. C'est notre seule et unique ambition dans ce bureau », s'est-il montré désintéressé.

Par ailleurs, il a aussi évoqué la nécessité de l'avènement de la paix et de la réconciliation nationale au sein du CNPM alors que certains patrons mécontents d'être "exclus" ne se reconnaissent pas dans ce processus de l'Administration provisoire.

« Donnons-nous la main. Unissons-nous, car la division ne mène nulle part. Nous ne sommes pas des adversaires. Nous sommes des chefs d'entreprises. Nous créons la richesse de ce pays. Nous créons les emplois que doivent occuper nos enfants, nos petits-enfants. Nous avons une vision commune, un objectif commun. Donnons-nous la main pour avancer, car un secteur privé uni et fort aura tout le respect des autorités publiques. Si nous sommes désunis, personne ne nous écouterait », a plaidé M. BALLY, tout en promettant de ne jamais abandonner la vision du secteur privé, fort, uni et prospère.

« Cette crise a été dure pour beaucoup d'entre nous. Quand le combat s'impose à vous, vous êtes obligés de vous battre ou de disparaître », a, de son côté, indiqué le 1er vice-président de ladite structure, Boubacar H DIALLO. Pour lui, la mise en place de ce bureau consensuel est une chance pour le secteur, car il est composé d'hommes valables. Puis, il a annoncé que le travail à faire est énorme, en appelant les groupements professionnels à rester mobiliser derrière ce bureau. « Sans votre mobilisation, les objectifs ne seraient pas atteints. Il y a le défi pour le pays et pour notre secteur privé », a déclaré M. DIALLO.

Auparavant, après l'ouverture des travaux par Soya GOLFA, président de l'Administration provisoire du CNPM, le 1er vice-président de ladite structure, Boubacar H DIALLO, a rappelé que l'élection allait se tenir sur la base du ré-



glement électoral adopté lors d'une Assemblée générale extraordinaire.

Ainsi, conformément à l'article 14 de ce texte, le doyen en âge des délégués ainsi deux plus jeunes des délégués-non candidats ont été désignés respectivement président du bureau et assesseurs pour conduire l'Assemblée générale électorale du CNPM.

Outre les membres du bureau, l'Assemblée générale électorale a aussi été consacrée à l'élection des 9 membres du comité statutaire du CNPM.

Si pour des patrons maliens cette élection est l'épilogue de la crise au CNPM, loin s'en faut pour des responsables du secteur privé regroupés au sein d'un collectif et qui ont déjà récusé l'Administration provisoire et l'a remplacé par un collège transitoire. De plus, ils ont introduit deux actions en justice contre des décisions de l'Administration provisoire. Sur la 1ère plainte qui était une action en référé devant le tribunal de la commune IV afin d'obtenir l'annulation des élections, le collectif a été débouté ce vendredi 30 septembre. Quant à la seconde plainte concernant l'annulation des décisions de l'Administration provisoire, elle suit son cours, selon des sources proches dudit Collectif.

«Le collectif va organiser dans les jours à venir par rapport à cette assemblée et l'opinion nationale sera informée des décisions en sortant», a annoncé Omar DIOUARA, porte-parole du collectif.

PAR SIKOU BAH
Source : Info-Matin

Culture et tradition : Ségou symboles et mythes



Demandez à n'importe quel communicant de vous faire une carte postale de Ségou, il vous évoquera les 4444 balazan plus 1 balazan bossu, avant de bouclent généralement le par les neuf MARAKADOUGOU et les douze DODOUGOU. De quoi s'agit-il en fait ?

S'agissant des 4444 balazan plus 1 balazan bossu, les explications varient d'une source à l'autre. Pour les sources d'obédience philosophiques et métaphysique, l'existence humaine se trouve au milieu de quatre rectangles concentriques. Les Premiers quatre mille équivalent aux quatre points cardinaux (EST/OUEST et le NORD/Sud). Dans ce grand rectangle qui équivalait à l'univers, l'homme évolue dans un autre rectangle plus petit qui détermine son horizon à savoir la droite/la gauche puis les haut et le bas. Ce polygone vital est gouverné par quatre phases contraires que sont la sante et la maladie d'une part et la vie et la mort d'autre part. Le balazan bossu reste l'in-

connu et selon cette philosophie « l'homme est l'animal inconnu car sa robe (pelage) est invisible pour le distinguer des autres » comme l'atteste un vieil adage bamanan. Une deuxième version proche de la numérologie atteste que Ségou d'alors était divisée en quatre entités (terroirs) de part et d'autre du fleuve Niger. Ces entités certes relevant du pouvoir central disposaient d'une grande autonomie. Il s'agit du Kala et du Kouroumary sur la rive gauche, du Ségou et du Sarro sur la rive droite. Le chiffre 4 représenterait ces quatre entités autonomes. Le pouvoir de Ségou qui tire sa légitimité de sa force combative était protégé par 4.000 fantassins, 400 chevaliers, 40 docteurs en sciences occultes. Cette thèse est soutenue par d'autres sources plus partagées qui se rapportent à la matérialité. Selon celles-ci les balazan représentent les gardes prétoriennes disposées en quatre rectangles concentriques qui protègent le pouvoir. L'ensemble des sources s'accordent sur le fait que

le balazan bossu demeure l'inconnu, le grand secret des rois. Lequel ? A cette question des traditionalistes soutiennent que les rois de Ségou consultaient une multitude de conseillers qui ne se connaissaient pas. Si bien que chacun pensait être le plus proche de lui avant d'être surpris par la tournure de certaines décisions du trône. Ces derniers se sentaient trahi car le roi venait d'exécuter le contraire de ce qu'il venait de lui conseiller la veille. C'est pourquoi le balazan bossu est assimilé à la trahison. Ce que rejette le cosmos bamanan pour lequel trahir revenait à ne pas honorer volontairement un engagement. Ce qui est très gravissime dans une culture où la trahison est reconnue comme le propre des enfants adultérins. Elles précisent que le roi écoutait avec une attention particulière ses conseillers Mais sa décision était prise sans eux car cela relève de sa seule discrétion après avoir récolter assez d'informations. En effet le pouvoir bamanan avait développé un système de ren-

seignement dont les principaux centres d'apprentissage étaient basés à WELENGANA dans la commune rurale de Pelengana actuel et Wetta sur la rive gauche du Fleuve à la limite du sahel dans l'actuel arrondissement de Farako * C'est pourquoi les noms de ces deux cités figurent dans la carte postale Par ailleurs le balazan reste très présent dans la culture Ségou qui l'a élevé au rang de mythe Acacia Cette plante du sahel dans la cosmogonie bamanan est la preuve de la grandeur et de l'unicité de Dali mansa (dieu créateur). Cette plante a la faculté de perdre ses feuilles durant l'hivernage et de verdier pendant la saison sèche. Cette faculté unique en son genre dans le biotope du sahel fait du balazan une plante presque vénérée car ses feuilles et ses fruits permettent de nourrir le bétail au moment où la savane brûle de chaleur. Par ailleurs, les branches et rameaux une fois à terre se décomposent rapidement en fixant l'azote. En nourrissant le bétail en période de soudure et en fertilisant les sols, le balazan force le respect dans l'idéologie populaire des peuples de la savane en majorité agriculteur. Un adage de Ségou dit qu'« un pied de balazan équivaut à un bonus de 20 paniers de mil ». C'est pourquoi la plante est protégée contre toute coupe anarchique et il est déconseillé de consommer son fagot comme bois de chauffe. Les rois de Ségou ajouteront le balazan au symbole ou sacrement du pouvoir. Ainsi, à chaque campagne la troupe était chargée de disséminer des graines du balazan sur son parcours et à travers tous les territoires nouvellement conquis.

Ce qui fait que le balazan est devenu signe de présence du pouvoir central de Ségou. Selon les botanistes, l'acacia Alida dispose de racines lui permettant d'aller à la recherche de l'eau dans les profondeurs de la terre. Ces racines peuvent aller jusqu'à 6 m et voilà pourquoi l'acacia Alida poussent des feuilles en pleine saison sèche. Mais avec la remontée de la nappe phréatique, les racines se trouvent submergées ce qui provoquant une asphyxie entraînant une sous-alimentation de la plante d'où la perte des feuilles en saison des pluies. En ce qui concerne les « neuf marakadougou », il est admis par toutes les sources crédibles que les plus anciens éléments du peuplement de Ségou seraient les Bozos ou « gens du fleuve » et les « Marakas » entendez par là Soninké. Ces derniers jadis princes plus au nord auraient migrés vers le sud suite au déclin de l'empire du Wagapou à la recherche d'un mieux-être. C'est ainsi qu'ils fondèrent des cités commerçantes dont les plus célèbres sont les neufs Marakadougou que sont MARAKADUGUBA, KOUKOUN, FARAKOU, BOUSSIN, TOGOU, FOUNOUFOUNI, KOILA TIEN ET TATRIMA. Ces cités commerçantes ont fini par devenir des centres de rayonnement de la culture musulmane et ont imposé le respect à travers des grands érudits et de grands marabouts qui ont participé à l'émergence du Fanga Bamanan. De nos jours nombreux de villages sont craints et respectés à cause de passé, mais aussi à la continuité du rôle qu'ils jouent de nos jours. Il n'est pas rare de rencontrer des émissaires

des grands de ce pays sur les pistes qui conduisent vers ces cités légendaires à la recherche de solution à leurs problèmes. Par étymologie Do veut dire berceau de la connaissance et le pays du do que se partagent les deux rives du Niger a été le bastion des guerriers preux et de grand érudits. Les douze villages du DO se trouvent aujourd'hui sur les deux rives du Niger dans les cercles de Baraoueli et Koulikoro. Sur la rive droite du fleuve Niger dans le cercle de Baraoueli, il s'agit de DOUGOUBANI (actuel site de Tamani.), FONI. SIEN plus connu aujourd'hui sous le nom de Bassialandougou ou Bachila, KAMBA, KAKORO, TONZOGOUE. Sur la Rive Gauche du fleuve Niger on retrouve NIAMINA, KOLIMANA, BANAMBLE, KON-SOFIN, GANGUE ET SON. Ces douze villages mythiques occupent de terroirs dominés par marres qui annoncent le delta du Niger. Ces terroirs jadis riches en eau et en gibier ont accueilli les premières vagues de immigrants Soninke venues suite à l'assèchement du sahel. Les marres qui sont au nombre de sept (7) sont DOKOBA, N'DJIDABOUGOUE, NIEBLIEN, TOLA SEQUELA-BALEN, GANGUE-BALEN et TONZOGOUE KO. Ces marres qui aboutissent généralement au fleuve Niger ont bercé assez de légende et de contes de la savane tel que Ntorongele, la légende du DO.

MOC
Source : Delta Tribune



Somalie : Au moins neuf morts dans deux attaques suicides des jihadistes shebab

Au moins neuf personnes ont été tuées, dont des fonctionnaires locaux, et 10 autres blessées dans deux attaques suicides revendiquées par les islamistes radicaux shebab dans le centre de la Somalie, alors que les autorités ont annoncé avoir tué un des plus hauts dirigeants du mouvement jihadiste.

"Les terroristes ont mené des attaques suicides en utilisant deux véhicules remplis d'explosifs à Beledweyne", à environ 300 km au nord de la capitale Mogadiscio, a déclaré Mohamed Moalim Ali, commandant de police dans la région du Hiiraan.

Il a précisé que "neuf personnes ont été tuées, dont la ministre de la Santé de l'Etat d'Hirshabelle et un commissaire de district chargé des finances (...), et plus de 10 autres blessées".

L'attaque, qui a ciblé un bâtiment gouvernemental, a été revendiquée par les islamistes radicaux shebab, groupe lié à Al-Qaïda et qui combat le gouvernement somalien depuis 15 ans.

"L'explosion était énorme et a détruit plusieurs bâtiments", a affirmé à l'AFP Mohamud Addow, témoin de l'attaque. "J'ai vu plusieurs personnes conduites à l'hôpital, et plusieurs personnes mortes", a-t-il poursuivi.

Le gouvernement somalien a par ailleurs annoncé lundi la mort d'un des plus hauts dirigeants des shebab, dont la tête était mise à prix pour trois millions de dollars, lors d'une frappe aérienne dans le sud de la Somalie.

Abdullahi Yare, un des cofondateurs du mouvement islamiste, a été tué par une frappe de drone le 1er octobre lancée par l'armée somalienne et ses "partenaires internationaux de sécurité" près de la ville côtière de Haramka, a indiqué le ministère de l'Information.

Abdullahi Yare était considéré comme le candidat pour prendre la tête du mouvement à la place de son chef malade Ahmed Diriye, selon le ministère.

Dans un communiqué, le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom) a confirmé avoir "mené une frappe de drone le 1er octobre contre le réseau Shebab" près de Jilib, à environ 370 km au sud-ouest de Mo-



gadiscio.

"L'évaluation initiale du commandement est que la frappe a tué un dirigeant des shebab et qu'aucun civil n'a été tué ou blessé", indique le communiqué sans préciser l'identité de la cible visée.

Dans un tweet, l'ambassade des Etats-Unis en Somalie a "condamné les attaques des shebab à Beledweyne qui ont visé des membres du gouvernement travaillant à apporter la paix dans la région".

Début septembre, au moins 19 civils avaient été tués dans le centre du pays par des islamistes shebab. Deux semaines plus tôt, les shebab avaient lancé une attaque contre l'hôtel Hayat de Mogadiscio, faisant au moins 21 morts et 117 blessés lors d'un assaut qui a duré une trentaine d'heures.

Zones rurales

Depuis son élection le 15 mai, le président Hassan Sheikh Mohamoud a fait face à un regain d'activité des shebab, qu'il a promis d'éradiquer par une "guerre totale".

Le 12 septembre, le président avait annoncé que les shebab seraient visés par de prochaines offensives, et appelé la population à se "tenir à l'écart" des zones qu'ils contrôlent.

La semaine dernière, les shebab ont revendiqué une attaque menée avec un engin explosif à une trentaine de kilomètres de la capitale Mogadiscio qui a tué notamment un général de la police somalienne.

Outre la rébellion shebab, le nouveau gouvernement doit également faire face à une famine provoquée par la plus grave sécheresse observée depuis 40 ans en Somalie.

Les shebab ont été chassés des principales villes de ce pays de la corne de l'Afrique, dont Mogadiscio en 2011, mais restent implantés dans de vastes zones rurales. Ces derniers mois, ils ont intensifié leurs attaques.

Le 21 septembre, l'armée américaine avait affirmé avoir tué 27 combattants jihadistes lors d'une frappe aérienne menée près de Bulobarde, la principale ville sur la route reliant Mogadiscio à Beledweyne, une ville clé à la frontière avec l'Éthiopie.

En mai, le président américain Joe Biden avait décidé de rétablir une présence militaire en Somalie pour y combattre les shebab, approuvant une demande du Pentagone qui jugeait trop risqué et peu efficace le système de rotations décidé par son prédécesseur Donald Trump à la fin de son mandat.

AFP

Burkina : Délégation ouest-africaine attendue après un changement de pouvoir



Une délégation ouest-africaine, initialement attendue lundi à Ouagadougou, ne s'y rendra finalement que mardi pour évaluer la situation au Burkina Faso après la démission du chef de la junte au pouvoir, poussé vers la sortie par un jeune capitaine après deux jours de tensions marquées par des manifestations antifrancophones.

Lundi, les rues de la capitale Ouagadougou ont retrouvé leur calme après des manifestations parfois violentes en partie provoquées par le refus du chef de la junte, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, d'accepter sa destitution annoncée vendredi par un jeune capitaine de 34 ans, Ibrahim Traoré.

A la suite d'une médiation de chefs religieux et communautaires, très influents au Burkina Faso, le colonel Damiba, arrivé au pouvoir par un putsch le 24 janvier, a finalement accepté de démissionner, ce qui a permis de faire baisser les tensions.

Le chef de la junte déchu s'est réfugié à Lomé, ce qu'a confirmé lundi le gouvernement togolais qui l'accueille dans l'esprit de l'engagement du Togo "à la paix dans la sous-région". En échange de sa démission il a demandé que

sa propre sécurité, celle de ses collaborateurs et des militaires qui le soutenaient, soit garantie.

Respect des engagements

Ces requêtes ont été acceptées par le capitaine Traoré qui a également promis de respecter les engagements pris par son prédécesseur à l'égard de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) sur l'organisation d'élections et un retour de civils au pouvoir au plus tard en juillet 2024.

Ce retour à l'ordre constitutionnel pourra même se faire "avant cette date" si les conditions de sécurité le permettent, a déclaré lundi sur la radio RFI le capitaine Traoré, ajoutant qu'il n'entendait pas s'éterniser au pouvoir.

"Pourquoi continuer?", a-t-il affirmé, l'essentiel étant selon lui "le combat" contre les jihadistes dont les attaques se sont multipliées depuis le coup d'Etat de janvier, ainsi que "le développement" du Burkina.

Il a assuré qu'il ne ferait qu'expédier "les affaires courantes" jusqu'à la désignation d'un

nouveau président de transition civil ou militaire par des "Assises nationales" rassemblant les forces politiques, sociales et de la société civile, qui devront se réunir "bien avant la fin de l'année", selon lui.

Une position qui, si elle est tenue, devrait satisfaire la Cédéao dont la délégation sera conduite par la ministre bissau-guinéenne des Affaires étrangères, Suzi Carla Barbosa, dont le pays assure la présidence de l'organisation, et comprendra notamment l'ancien président nigérian Mahamadou Issoufou, médiateur pour le Burkina Faso.

Le report de sa visite à mardi est dû à des "raisons logistiques", selon les autorités burkinabé et une source diplomatique régionale.

"Partenaire comme les autres"

Au sujet de la France, dont l'ambassade et l'institut français à Ouagadougou, ainsi que celui de la deuxième ville du pays Bobo Dioulasso, ont été pris à partie samedi et dimanche par des manifestants pro-Traoré, le capitaine a assuré que Paris "est un partenaire comme les autres". Il a condamné les "actes de vio-



lence et de vandalisme" contre les représentations françaises, appelant "au calme et à la retenue".

"Je note que M. Traoré, ces dernières heures, a fait des déclarations demandant de ne pas s'en prendre aux intérêts français", a déclaré lundi sur RFI Catherine Colonna, ministre française des Affaires étrangères. "Elles sont bienvenues, il faut qu'elles soient respectées et que les tentatives d'intrusion dans notre ambassade cessent", a-t-elle ajouté.

Les manifestants pro-Traoré ont notamment mis le feu dimanche à des barrières de protection autour de l'ambassade, arraché des barbelés pour tenter de s'y introduire et jeté des pierres et autres projectiles sur les murs. Des soldats français assurant sa protection ont riposté de l'intérieur par des tirs de gaz lacrymogène pour les disperser.

Outre ces actes, les manifestants qui réclamaient le départ du colonel Damiba accusé d'avoir été protégé par la France, ont aussi brandi des drapeaux russes, réclamant un renforcement de la coopération militaire avec Moscou.

L'influence russe ne cesse de croître dans plusieurs pays d'Afrique francophone, particulièrement au Mali et en Centrafrique.

Le Kremlin a souhaité lundi que "la situation au Burkina Faso se normalise au plus vite, que l'ordre soit totalement assuré dans le pays et qu'on revienne au plus vite dans le cadre de la légitimité".

Après le coup d'Etat de janvier, le lieutenant-colonel Damiba avait remplacé le président Roch Marc Christian Kaboré, accusé d'inefficacité dans la lutte contre les violences jihadistes.

Le nouveau chef de la junte veut à son tour endiguer "la dégradation continue de la situation sécuritaire".

Depuis 2015, les attaques régulières de mouvements armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique (EI) ont fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de quelque deux millions de personnes.

AFP



CAN-2025 : La confédération africaine de foot retire l'organisation à la Guinée



Le couperet est tombé, comme redouté depuis des semaines : la Confédération africaine de football (CAF) a retiré l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2025 à la Guinée, qui n'est pas prête. Le président de la CAF, le Sud-Africain Patrice Motsepe, a fait le déplacement de Conakry pour informer la junte au pouvoir d'une décision qui, a-t-il dit ensuite devant la presse, remonte à juillet.

"Demain, on demandera à la CAF de recevoir de nouvelles candidatures parce qu'en l'état actuel, les infrastructures et les équipements ne sont pas adaptés ou prêts pour que la CAF puisse accueillir (la CAN) en 2025 en Guinée", a-t-il déclaré.

La CAF réunit son comité exécutif samedi. C'est un nouveau contretemps pour la compétition reine du sport roi sur le continent. En

2014, la CAF avait attribué les trois prochaines CAN d'un coup: 2019 au Cameroun, 2021 à la Côte d'Ivoire et 2023 à la Guinée.

Après le retrait au profit de l'Egypte de l'organisation de la CAN 2019, la CAF avait décalé

le calendrier, attribuant l'édition suivante, en 2021, au Cameroun et celle de 2023 à la Côte d'Ivoire. La Guinée avait accepté d'organiser l'édition 2025.

C'est aussi un sévère coup porté à la Guinée.





Le colonel Mamady Doumbouya, arrivé au pouvoir par la force en septembre 2021, avait exprimé sa ferme intention d'honorer le rendez-vous.

"D'intérêt national"

Le doute n'a cependant jamais été dissipé. Organiser cette épreuve s'annonçait comme un défi majeur pour un des pays les plus pauvres de la planète, qui manque cruellement d'infrastructures au niveau, qu'il s'agisse d'équi-

pements sportifs ou de transports. Les déplacements routiers peuvent être cauchemardesques. La Guinée dispose dans la capitale d'un stade récent et d'un autre vétuste susceptibles d'héberger une telle compétition, mais aucun à l'intérieur du pays. Les travaux de construction pour pallier cette carence ont à peine commencé.

Se saisissant de l'affaire à bras le corps, le colonel Doumbouya avait nommé en mars un nouveau comité d'organisation, évinçant l'ancienne équipe, dont l'un des membres expri-

maît publiquement ses doutes quant à la faisabilité du projet.

Il avait pris fin août un décret déclarant l'organisation de la CAN 2025 "d'intérêt national et prioritaire". C'était la veille de l'arrivée d'une mission d'évaluation de la CAF.

A l'époque déjà circulaient des informations quant à une décision prise par la CAF en juillet de retirer l'organisation à la Guinée.

Les raisons pour lesquelles le doute n'a pas été levé avant vendredi ne sont pas claires.

Le ministre guinéen des Sports Lansana Béa Diallo avait rapporté que la mission de la CAF venue début septembre avait suggéré l'éventualité d'un report à 2026 ou 2027. Mais le colonel Doumbouya avait écarté cette hypothèse et s'était engagé à ce que la compétition ait bien lieu en Guinée en 2025, avait-il dit.

"La CAN-2025, qui avait été attribuée à la Guinée, nous ne sommes pas prêts (à l'accueillir) pour le moment en Guinée, et il nous faut rouvrir ce processus", a dit M. Motsepe vendredi. Les travaux commencés par la Guinée doivent l'encourager à postuler à l'organisation de compétitions, a-t-il ajouté sans qu'apparaisse clairement auxquelles il faisait référence.

AFP





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous n'aurez pas votre mot à dire et il faudra vous armer de patience. Vous ferez du forcing pour faire aboutir une situation ou pour vous imposer, mais vous ne parviendrez qu'à créer des tensions avec vos partenaires au sein de votre activité.

Vous serez confronté à la réalité et on vous demandera de faire face à vos obligations. Des choses qui traînaient et que vous aviez peut-être oubliées reviendront à la surface. Vous aurez des efforts à fournir pour être à jour dans vos finances.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez plus envie de retrouver vos proches que de travailler. Mais si vous devez bosser, tâchez de rester concentré. Vous n'êtes pas à l'abri d'un oubli qui pourrait avoir de sérieuses répercussions. Si besoin, demandez à un collègue de jeter un oeil.

Tout occupé à faire plaisir aux uns et aux autres, vous n'hésitez pas à dépenser, quitte à devoir puiser dans votre bas de laine. Une attitude peu raisonnable qui ne vous ressemble guère. Il y a d'autres façons de faire plaisir, pensez-y !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il est bon de faire une pause. Jupiter et Neptune vous entraînent dans une dispersion. Vos collègues peuvent vous donner leurs tâches et vous ne trouvez pas que le service dispose d'une bonne organisation. La situation vous épuise intellectuellement.

Il reste difficile de réaliser des économies dans un moment où l'argent part aussitôt qu'il entre. Jupiter en Sagittaire ne favorise pas des économies. Elles sont maigres et des paiements obligatoires sont à venir. Jouez la carte de la prudence aujourd'hui.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous remettrez de l'ordre dans vos idées pour clarifier vos ambitions professionnelles. Il vous deviendra de plus en plus évident qu'une formation s'imposera pour évoluer. Il vous restera à définir quels modules choisir afin d'en tirer le meilleur.

Vous réfléchirez minutieusement pour avoir une vue d'ensemble précise de votre situation financière. Ce ne sera pas la meilleure période pour faire des économies, mais vous aurez des pistes intéressantes pour réduire vos frais en achetant moins cher.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous êtes dans une activité où vous faites vos preuves. Les situations actuelles tournent en votre faveur. La confiance mutuelle entre vous et les collaborations aident à installer une ambiance dynamique. Ne soyez pas pressé pour finir les tâches.

Un peu de sagesse est la bienvenue pour éviter toutes les dépenses qui arrivent et qui font une belle note à l'arrivée. Malgré vos bonnes résolutions, il n'en est rien, vous semblez jeter l'argent par la fenêtre sous des pulsions d'achats dans les loisirs.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ne vous laissez pas déstabiliser par les autres. Certains tenteront de vous faire douter alors que vous avez de géniales idées pour faire avancer un dossier particulièrement sensible. Ne vous laissez pas faire, le Soleil vous permettra d'être écouté et vos idées validées.

Ce dimanche sera marqué par quelques contrariétés côté argent. Heureusement, votre épargne vous permettra de passer au travers des gouttes sans difficulté. Par contre, évitez de cumuler d'autres dépenses non budgétisées si vous ne voulez pas voir vos économies disparaître.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le climat est difficile et vous devez supporter le stress. Dans votre service, on peut vous demander de travailler à la place d'un collègue. Une désorganisation est à prévoir et cela peut vous décourager. Le désir de changer d'activité peut apparaître.

Une petite contrariété agit sur votre façon de dépenser l'argent. Votre trésorerie n'est pas stable, car dernièrement de fortes dépenses ont pu surgir. Faire les vitrines peut vous intéresser pour acheter des gadgets ou des objets pour la décoration.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous ressentirez fortement la pénibilité de votre travail et ses contraintes horaires. Vous aimeriez mieux vous prélasser tranquillement. Vous assumerez vos responsabilités professionnelles sans broncher, même si vous n'en penserez pas moins.

Approfondissez toutes les questions financières, sans vous laisser influencer, en pesant le pour et le contre, avant d'arrêter toutes décisions. Parce que derrière l'arbre avec de belles pommes dorées, se cachera sans doute quelques buissons épineux.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous êtes confronté à des choix importants qu'il va falloir valider ou pas ! Cette situation inconfortable vous rend nerveux. Vous cherchez à trouver le côté positif de l'évènement, mais vous n'en êtes pas convaincu vous-même !

Saturne et Pluton consolident vos acquis, mais Jupiter vous pousse à la dépense tout en vous proposant des moyens pour gagner plus ! Quelle agitation dans ce domaine ! Jetez un oeil sur votre compte, même si l'été n'est pas vraiment fait pour ça !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La Lune permet de faire germer pas mal de vos projets. Parallèlement à ça, vous marquez des points et tracez votre bonhomme de chemin l'air de rien. Votre vie professionnelle se passe bien, profitez-en pour aborder la question de votre évolution.

Le domaine financier sera favorisé aujourd'hui et d'une manière ou d'une autre, vous devriez recevoir une bonne nouvelle. Ça peut être une belle ristourne sur un achat important, un remboursement inattendu ou une augmentation par exemple.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une activité intense vous fatigue et vous séduit à la fois. Les tâches peuvent demander des réunions animées, des débats. La collaboration avec des collègues se fait dans une bonne ambiance. Le rythme peut être trépidant et exiger de vous d'être réactif.

Votre salaire peut rapidement partir dans différentes factures. Le salaire fond et cette situation vous stresse ou vous fait prendre des risques. Des coups de coeur sur des produits sont en effet imprévisibles et il est difficile de résister à la tentation.



Poisson (19 février - 21 mars)

Le vent pourrait tourner dans votre sens, si vous êtes capable de réagir dans l'instant. Vous y parviendrez en faisant confiance à votre intuition. Plus vous l'écoutez, plus vous réagirez de manière spontanée et plus vous forcerez la main du destin.

Vous pourrez réussir un joli coup autant que perdre de l'argent d'un seul coup. L'équilibre sera préservé, ce qui sera une performance, vu votre situation. Jupiter préconisera à solder rapidement vos arriérés financiers avant une mise en demeure.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



<p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>1111 Malikilé</p> <p>Situation financière du Mali: Non le pays n'est pas en "défaut de paiements" Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>1115 Malikilé</p> <p>Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23